

Appel à communications :
La désinformation scientifique : un problème public transnational

Du 28 février au 1^{er} mars 2024, à Québec, Canada
Organisé par la Chaire de Journalisme scientifique Bell, Université Laval

Au cours des dernières années, le rejet publiquement frontal de propositions scientifiques et la diffusion de contenus trompeurs ou carrément faux, prétendant souvent avoir une base dans les méthodes et pratiques scientifiques (Panizza et al., 2022), est devenue un enjeu central du débat public dans plusieurs pays. Des sujets scientifiques comme les vaccins, la pandémie de la Covid-19, les changements climatiques et l'intelligence artificielle se révèlent des terrains où fait rage la dénonciation de la désinformation scientifique, considérée comme élément de disruption de la circulation des contenus scientifiques vers le public élargi (Oliveira, 2020). Cette dénonciation repose sur une forte mobilisation de nombreux acteurs des mondes scientifique, politique et journalistique dans plusieurs pays, et apparaît comme un problème public transnational.

Sans écarter l'hypothèse que la désinformation scientifique puisse être le produit d'une forme ou une autre de réseautage des porteurs de ces contenus, y compris à l'échelle transnationale (Bajwa, 2021; EU, 2022; Hameleers, 2020; Pereira et Paz García, 2021; Treen et al., 2020), le présent appel à propositions est plutôt centré sur la mobilisation des énonciateurs du phénomène, et sur le caractère transnational de l'émergence du problème dénoncé. Nous souhaitons attirer l'attention sur le caractère socialement construit des problèmes publics (Best, 2010, Gusfield, 1989, Hassenteufel, 2010; Neveu, 2015), sur le fait qu'ils n'émergent pas naturellement dans les sociétés, mais qu'ils sont le résultat du travail de promotion fait par un ensemble d'entrepreneurs de cause (*claim makers*), dont dans ce cas-ci des acteurs transnationaux, intéressés par la mise en visibilité sur les agendas public (médiatique, politique et gouvernemental) d'une situation considérée par eux comme « problématique ». Ainsi, l'émergence d'un problème dépend fondamentalement des ressources mobilisées par ces acteurs pour en faire un débat public.

Examiner le problème de la désinformation scientifique comme une production de l'action et du déploiement des promoteurs du débat public à ce sujet, comme nous le proposons ici, devrait non seulement le rendre plus intelligible et transparent, mais pourrait aussi donner de meilleures prises sur le phénomène lui-même de ces contenus qualifiés de désinformation. D'autant plus que ce « problème » est manifestement devenu un enjeu fondamentalement collectif, objet d'intérêt pour des journalistes, des scientifiques et des communicateurs scientifiques, des intellectuels, des militants, des mouvements sociaux, des organisations internationales, des décideurs politiques, des groupes d'amateurs de la science, des institutions scolaires, parascolaires, muséales, etc. À la limite, les diffuseurs de désinformation et les publics ciblés par ce genre de contenu participent eux aussi à la construction de ce problème (Aruguete et Calvo, 2020; Oliveira et al., 2021). La mise en visibilité du problème est par ailleurs nourrie au niveau transnational: la désinformation est fréquemment dénoncée au sein des réseaux scientifiques ou par des organisations internationales, comme l'OMS, OPAS, l'Unesco, etc.

Les journalistes assument un rôle important dans la construction sociale du problème de la désinformation car ils y jouent un double rôle. En tant que producteurs de l'information sur les sciences, ils arbitrent la définition de ce qui est scientifique et de ce qui ne l'est pas, et deviennent ainsi d'éventuels définisseurs, promoteurs, dénonciateurs ou censeurs de la non-science. Par ailleurs, en tant que *gatekeepers* de l'espace public médiatique, ils y assurent l'accès de certaines « causes » et de certains entrepreneurs de cause en tant que « sources » d'information.

Ainsi, dans l'un et l'autre de ces deux rôles, les journalistes scientifiques peuvent devenir des entrepreneurs de cause du « problème » de la désinformation scientifique et s'allier à différentes « sources » porteuses de cette même dénonciation. L'acte de dénoncer publiquement, de combattre, de proposer des solutions pour gérer la circulation des contenus scientifiques non-vérifiés s'enracine dans la tradition éthique du groupe des journalistes et notamment son invocation de l'objectivité et de l'intérêt public (Deuze, 2005). Par ailleurs, il prolonge l'action historique des journalistes contre la production et la circulation (aujourd'hui généralement sur les médias sociaux) de contenus « non-vérifiés » par des acteurs situés en dehors du monde de l'information et réaffirmer le journalisme comme producteur de récits « fiables », « vérifiés » sur la société et les sciences.

Les interventions publiques sur la désinformation sont donc la face plus visible des opérations d'identification, cadrage et mise en agenda de cet enjeu. Elles révèlent des alliances, des tensions et des conflits entre les différents entrepreneurs de cause. Dans ce sens-là, la compréhension des pratiques de promotion d'un problème public met en lumière la diversité d'acteurs engagés dans un enjeu présenté comme de nature scientifique, donc de « repeupler ce monde » (Pereira et al., 2018) en éclairant le travail qui précède à sa mise en visibilité. Dit autrement, les discours publics sur la désinformation révèlent des traces des modalités d'appropriation, de négociation, de promotion de cet enjeu par les différents entrepreneurs de cause. Au-delà du débat conceptuel, la manière elle-même de nommer cette situation (désinformation scientifique, mésinformation/disinformation, infodémie, fausses nouvelles/*fake news*, *fake sciences*, négationnisme scientifique) est révélatrice des idéologies, des motivations, des engagements des acteurs par rapport à ce sujet. De même, on observe des variations dans l'attribution de la responsabilité du problème de la désinformation scientifique (Cf. Harsin, 2018; Gehl et Lawson, 2022). Est-ce que ceci est le résultat de l'utilisation des réseaux socio-numériques? Ou est-ce lié à la qualité de la communication scientifique, au rapport des scientifiques à la société? Ou encore, est-ce le résultat d'un manque de littératie scientifique, donc des politiques publiques d'éducation aux médias et à la science, de leur faiblesse, de leur absence? De même les différentes propositions pour combattre la désinformation scientifique, pour trouver des solutions à ce problème (par exemple : l'investissement en littératie scientifique, en éducation aux médias, le *fact checking*, la régulation ou responsabilisation des plateformes, la criminalisation des diffuseurs d'informations fausses) font référence aux pratiques des entrepreneurs de cause, en même temps qu'aux ancrages historiques et territoriaux où s'inscrit ce problème (Cf. Cook et al., 2017; Hanson, 2017).

Bref, travailler la construction du problème de la désinformation scientifique permet à la fois de comprendre l'émergence et la mise en visibilité de cette thématique sur l'agenda public et de

révéler le système de conventions du journalisme scientifique, directement interpellé en tant que médiateur de débats et espace d'interlocution sur lequel convergent différents entrepreneurs de cause de cette problématique – y compris les journalistes. Ce colloque international « La désinformation scientifique : un problème public transnational » cherche ainsi à interroger cet objet en mettant un accent particulier sur le rôle du journalisme scientifique dans la structuration de ce débat à l'échelle transnationale.

Les communications proposées pour ce Colloque peuvent donc porter sur les quatre **axes** suivants:

1. *La représentation médiatique du problème de la désinformation scientifique.* Quelles sont les cadrages déployés lors de sa couverture? Quelles sont les sources priorisées? Bref, comment la couverture de ce problème est révélatrice des pratiques, des façons de faire, de la culture professionnelle des journalistes spécialisés ou non sur la science? Les travaux soumis à cet axe doivent s'intéresser aux *métadiscours* publics portant sur la désinformation scientifique, vus comme des moyens pour comprendre les pratiques du journalisme scientifique et le rôle de médiation assumé par les journalistes et les médias au long de ce débat.

2. *La participation des journalistes en tant qu'entrepreneurs de cause.* Cet axe porte sur les engagements des journalistes en tant qu'acteurs intéressés, soit comme énonciateurs du problème, soit en proposant des solutions à ce problème. Il porte donc sur le rôle des journalistes scientifiques en tant que membres d'une collectivité, d'un groupe professionnel. Quelles sont les pratiques, les stratégies mobilisées par ces journalistes pour rendre visible leurs points de vue sur ce problème (par exemple : la publication des chroniques, des éditoriaux, les interventions sur les médias sociaux, etc.)? Quelles sont les pratiques d'*advocacy* mobilisées par ces journalistes auprès des scientifiques, des décideurs politiques, des instances juridiques pour intervenir dans le débat ou pour trouver des solutions à ce problème? Comment cherchent-ils à renforcer leur identité, à protéger leur territoire face aux défis de la circulation de la désinformation ?

3. *Les stratégies déployées par les autres entrepreneurs de cause, en particulier ceux du niveau transnational auprès des médias et des journalistes.* Comment les scientifiques, communicateurs scientifiques, militants, décideurs politiques cherchent-ils à accéder à l'espace médiatique? Quelles sont les ressources mobilisées, leurs conflits et alliances (y compris avec les journalistes)? Comment négocient-ils leurs points de vue sur ce sujet pour être présents dans les médias? Cet axe cherche donc à dépasser une vision média-centrée de cet objet, pour se pencher sur les rôles d'autres entrepreneurs de cause dans la mise en visibilité de ce problème public.

4. *La circulation transnationale du problème de la désinformation.* Cet axe porte sur le rôle des journalistes et des médias en tant qu'entrepreneurs de cause transnationaux. Comment les discours sur la désinformation scientifique circulent-ils entre les différents agendas publics nationaux? Quelles sont les similitudes et différences dans la façon dont ce problème est cadré dans des espaces médiatiques distincts? Quelles sont les acteurs des mondes journalistiques responsables pour les opérations de transfert et traduction de ces discours entre différents pays

(Hassenteufel, 2005)? Quelles sont les sources d'information nationales et internationales privilégiées lors de la dénonciation ou la recherche de solutions pour ce problème?

Nous invitons les chercheurs intéressés à soumettre une proposition au plus tard **le 15 juin 2023** à journalisme-scientifique.chaire@com.ulaval.ca. Merci d'indiquer dans le document le-s nom-s et affiliation-s du ou des auteur-s, un titre, un résumé (300 mots en format Word), une liste des références citées et l'axe du Colloque auquel la proposition se rattache. Les communications proposées doivent nécessairement partir d'une recherche empirique (corpus ou terrain). Les propositions peuvent être soumises en **anglais** ou en **français**. Une attention spéciale sera portée aux travaux d'ambition comparative ou qui cherchent à souligner les différentes configurations nationales du problème de la désinformation scientifique. Les journalistes scientifiques, les doctorants et chercheurs originaires du « Sud Global » sont aussi bienvenus à soumettre des propositions.

Dates importantes :

- Lancement de l'appel à communications : 1^{er} mai 2023
- Réception des propositions : 15 juin 2023
- Annonce des résultats : 15 juillet 2023
- Réalisation du Colloque : du 28 février au 1er mars 2024

Comité Scientifique

- Muriel Beasse, Université de Strasbourg, France
- Amelie Daoust-Boisvert, Université Concordia, Canada
- François Demers, Université Laval, Canada
- David Domingo, Université Libre de Bruxelles, Belgique
- Juliette de Maeyer, Université de Montréal, Canada
- Christian Desilets, Université Laval, Canada
- Jean-Marc Fleury, Université Laval, Canada
- Sayonara Leal, Universidade de Brasília, Brésil
- Florence Le Cam, Université Libre de Bruxelles, Belgique
- Ana Pamela Paz García, CONICET, Argentine
- Fábio Henrique Pereira, Université Laval, Canada
- Renaud de la Brosse, Linneus University, Suède

Références

Aruguete, N. & Calvo, E. (2020). Coronavirus en Argentina: Polarización partidaria, encuadres mediáticos y temor al riesgo. *Revista SAAP*, 14(2), 280-310. <https://dx.doi.org/10.46468/rsaap.14.2.a2>

Bajwa, A. (2021). Information disorder, the Triumvirate, and COVID-19: How media outlets, foreign state intrusion, and the far-right diaspora drive the COVID-19 anti-vaccination movement. *The Journal of Intelligence, Conflict, and Warfare*, 4(2), 16–45. <https://doi.org/10.21810/jicw.v4i2.3067>

Best, F. (2010). Situation or Social Problem: The influence of events on media coverage of homelessness. *Social Problems*, 57(1), p. 74-91. doi : 10.1525/sp.2010.57.1.74

Cook, J., Lewandowsky, S., and Ecker, U. (2017). Neutralizing misinformation through inoculation: Exposing misleading argumentation techniques reduces their influence. *PLOS ONE*, 12(5): e0175799. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0175799>

Deuze, M. (2005). What is journalism?: Professional identity and ideology of journalists reconsidered. *Journalism*, 6(4), 442–464. <https://doi.org/10.1177/1464884905056815>

EU (2022). REPORT on foreign interference in all democratic processes in the European Union, including disinformation. European Union. Disponible sur https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2022-0022_EN.html#_section1

Gehl, R. W. and Lawson, S. T. (2022). *Social Engineering: How Crowdmasters, Phreaks, Hackers, and Trolls Created a New Form of Manipulative Information*. Cambridge: The MIT Press.

Gusfield, J. R. (1989). Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State. *Social Problems*, 36(5), 431–441. <https://doi.org/10.2307/3096810>

Hameleers, M. (2020). Populist Disinformation: Exploring Intersections between Online Populism and Disinformation in the US and the Netherlands. *Politics and Governance*, 8(1): 146–157.

Hansson, S. O. (2017). Science denial as a form of pseudoscience. *Studies in History and Philosophy of Science, Part A*, 63, 39–47.

Harsin, J. (2018). Un guide critique des fake news : de la comédie à la tragédie. *Pouvoirs*, 164, 99-119. <https://doi.org/10.3917/pouv.164.0099>

Hassenteufel, P. (2005). De la comparaison internationale à la comparaison transnationale: Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques. *Revue française de science politique*, 55(1), p. 113-132. doi: 10.3917/rfsp.551.0113.

Hassenteufel, P. (2010). Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics. *Informations sociales*, 157, 50-58. <https://doi.org/10.3917/inso.157.0050>

Neveu, E. (2015). *Sociologie des problèmes publics*. Paris: Armand Colin.

Oliveira, T. M. de. (2020). Como enfrentar a desinformação científica? Desafios sociais, políticos e jurídicos intensificados no contexto da pandemia. *Liinc Em Revista*, 16(2), e5374. <https://doi.org/10.18617/liinc.v16i2.5374>

Oliveira, T.; Evangelista, S.; Alve, M. & Quinan, R. (2021). “Those on the Right Take Chloroquine”: The Illiberal Instrumentalisation of Scientific Debates during the COVID-19 Pandemic in Brasil. *Javnost - The Public*, (28):2, 165-184, <https://doi.org/10.1080/13183222.2021.1921521>

Panizza, F., Ronzani, P., Martini, C. et al. (2022). Lateral reading and monetary incentives to spot disinformation about science. *Sci Rep* 12, 5678. <https://doi.org/10.1038/s41598-022-09168-y>

Pereira, F. H.; Paz-García, A. P. (2021). Infodemy, media coverage and scientific misinformation in Brazil and Argentina: comparative analysis. *Future Of Journalism Conference 2021*. Cardiff /Reino Unido, 23-24 set.

Pereira, F., Tredan, O. & Langonné, J. (2018). Penser les mondes du journalisme. *Hermès, La Revue*, 82, 99-106. <https://doi.org/10.3917/herm.082.0099>

Treen, KMD, Williams, HTP, O'Neill, SJ. Online misinformation about climate change. *WIREs Clim Change*. 2020; 11:e665. <https://doi.org/10.1002/wcc.665>

Partenaires



Département de communication
Faculté des arts et des sciences

